

Madagascar : la chute d'un régime ?

**Crise politique, mutinerie militaire et
exfiltration présidentielle : comprendre
l'effondrement en cours du pouvoir
d'Andry Rajoelina**





Le contexte d'un épuisement collectif

En 2025, Madagascar connaît une détérioration rapide de sa situation économique et sociale : **inflation alimentaire, effondrement du pouvoir d'achat, services publics défectueux.**

Les coupures d'électricité et d'eau se multiplient, affectant durablement la vie quotidienne.

Les classes moyennes urbaines, déjà fragilisées, s'ajoutent aux populations pauvres dans un sentiment de désespoir collectif.

Cette accumulation de frustrations (corruption endémique, clientélisme politique, promesses non tenues) crée un climat d'explosion sociale.



L'étincelle : l'échec de la gouvernance énergétique

La crise éclate fin septembre 2025 lorsque plusieurs régions du pays subissent jusqu'à douze heures de coupure par jour.

Les étudiants, petits commerçants et habitants des quartiers populaires se mobilisent spontanément pour dénoncer la mauvaise gestion chronique de la Jirama, la compagnie nationale d'électricité.

Les manifestations, d'abord sectorielles, se propagent à tout le pays, révélant une perte totale de confiance envers l'État.

Le slogan « Tsy misy jiro, tsy misy fitondrana » (« Pas de lumière, pas de gouvernement ») devient le cri de ralliement d'une population exaspérée.



De la protestation sociale à la révolte politique

En quelques jours, la mobilisation prend une tournure politique.

La “Gen Z Madagascar”, un collectif de jeunes diplômés et activistes urbains, fédère la contestation autour d'exigences radicales : démission du président, refondation des institutions, lutte contre la corruption et gratuité des services essentiels.

Les manifestations gagnent toutes les grandes villes.

La répression, particulièrement violente, fait 24 morts et plus de 400 blessés selon l'ONU.

Cette brutalité précipite la rupture entre l'armée et le pouvoir civil.



La mutinerie et la chute du pouvoir

Le 11 octobre, le CAPSAT, unité clé de l'armée de terre, se mutine et appelle les soldats à refuser de tirer sur la population.

Son chef, le colonel Michael Randrianirina, proclame que « l'armée appartient au peuple », scellant la rupture avec le régime.

Le lendemain, le CAPSAT prend le contrôle du commandement militaire et installe le général Démosthène Pikulas comme chef d'état-major.

Isolé, Andry Rajoelina négocie avec Paris son exfiltration vers La Réunion, selon RFI.

Le 14 octobre, depuis un lieu tenu secret, il dissout l'Assemblée nationale par décret, un ultime geste de légitimation avant l'effondrement complet de son pouvoir.



Le pays en crise ouverte

Les émeutes et les pillages laissent un bilan économique dramatique : 187 milliards d'ariary de pertes (45 millions USD), près de cent entreprises touchées et plus de deux mille emplois détruits. Antananarivo devient l'épicentre du chaos : banques, commerces, hôtels et résidences de députés incendiés.

L'ancien président Marc Ravalomanana, renversé en 2009, réapparaît sur la place du 13 mai, symbole d'une boucle historique qui se referme : **Rajoelina quitte le pouvoir comme il y est entré, sous la pression de la rue et de l'armée.**



Une transition incertaine, une génération en marche ?

Le gouvernement militaire dirigé par le général Ruphin Zafisambo s'est autoproclamé pouvoir intérimaire, alors même que la Constitution de 2010, qui prévoit une succession civile encadrée, n'a pas été appliquée. Les institutions sont paralysées, et la communauté internationale adopte une position d'attente.

La crise révèle la faillite d'un modèle politique fondé sur la personnalisation du pouvoir et le contournement de la légalité.

Elle met aussi en lumière une génération malgache déterminée à reprendre la parole politique et à exiger un État plus juste, plus transparent et plus responsable.



Un phénomène qui n'est pas isolé

Le soulèvement malgache rejoint les mobilisations de la Gen Z observées au Maroc, au Népal ou en Indonésie, où la jeunesse, éduquée et connectée, conteste la corruption, l'inefficacité de l'État et la confiscation du pouvoir.

Cette révolte générationnelle, née d'un simple refus du quotidien, pourrait produire un effet papillon bien au-delà de Madagascar : celui d'une jeunesse africaine et asiatique décidée à transformer l'indignation numérique en changement politique réel.